

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3635

[2007/202572]

**12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'aptitude, d'engagement, de formation et d'exercice de la fonction de commissaire auprès d'une société de logement de service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998, notamment les articles 166 à 169 tels que modifiés par le décret du 23 novembre 2006 portant modification du Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement, donnée le 19 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 mars 2007;

Vu le protocole n° 479 du Comité de secteur XVI, établi le 27 avril 2007;

Vu l'avis n° 43.165/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat;

Considérant que, par l'adoption du décret du 23 novembre 2006 modifiant le Code wallon du Logement, la Société wallonne du Logement a été renforcée dans ses missions d'assistance, d'accompagnement et de contrôle des sociétés de logement de service public en créant une fonction de commissaire de la Société wallonne du Logement auprès des sociétés de logement de service public;

Considérant que la fonction de commissaire exige des connaissances particulières en droit, contrôle de gestion, audit, comptabilité et finances ou gestion immobilière;

Considérant que le profil spécifique requis par la fonction de commissaire, n'est pas repris à la liste des métiers figurant à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique;

Considérant, comme le rappelle l'exposé des motifs du décret du 23 novembre 2006, que la mission de commissaire sera exercée par des personnes engagées à l'issue d'une procédure de sélection par "assessment";

Considérant que la fonction de commissaire peut requérir des prestations en dehors des heures normales de bureau;

Considérant qu'il convient d'engager rapidement des commissaires afin de mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance du secteur du logement public;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> Code : le Code wallon du Logement;

2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre du Logement;

3<sup>o</sup> Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

4<sup>o</sup> Sociétés : les sociétés de logement de service public auprès desquelles est désigné le commissaire;

5<sup>o</sup> commissaire : le commissaire visé à l'article 166 du Code.

**Art. 2.** Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel s'applique aux commissaires.

**Art. 3.** Peut être candidat à la fonction de commissaire, la personne qui satisfait aux conditions suivantes :

— être titulaire d'un diplôme permettant l'accès à un poste de fonctionnaire de la Région wallonne de niveau 1 ou occuper un poste de niveau 1 en qualité de fonctionnaire ou de membre du personnel lié par un contrat de travail à durée indéterminée au sein de l'Etat, de la Région wallonne, de la Communauté française ou germanophone, des services des Gouvernements ou d'un des organismes d'intérêt public qui en dépendent, ou d'un pouvoir local et,

— démontrer des aptitudes et une expérience de trois ans, minimum, dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- \* les matières juridiques;
- \* le contrôle de gestion;
- \* l'audit;
- \* la comptabilité et les finances;
- \* la gestion immobilière.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, un appel public à candidatures comprenant une description de fonction et un profil de compétence est lancé par la Société wallonne.

Des exigences en matière de connaissances linguistiques peuvent être prévues.

§ 2. Les candidats font l'objet d'une évaluation par un expert extérieur, choisi par la Société wallonne, comprenant :

- un entretien approfondi;
- un test des aptitudes;
- un questionnaire de personnalité.

Les candidats retenus sur la base de cette évaluation sont ensuite soumis à une mise en situation par l'expert extérieur.

§ 3. Un jury, composé d'un représentant de l'expert extérieur ayant évalué les candidats, d'un expert dans le suivi des sociétés de logement de service public désigné par le Ministre du Logement, de trois administrateurs de la Société wallonne désignés par elle et du directeur général de la Société wallonne, opère une sélection parmi les candidats ayant satisfait à l'examen visé au § 2.

§ 4. La Société wallonne propose au Gouvernement une liste de candidats.

**Art. 5.** Outre les incompatibilités visées par l'article 166, § 4, du Code, la fonction de commissaire est incompatible avec celle de membre d'un Gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de membre d'un Cabinet ministériel, d'un organe stratégique ou d'un groupe politique auprès d'un parlement ainsi qu'avec la fonction de conseiller externe ou de consultant régulier de la société.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le commissaire est tenu de suivre les séances du programme de formation organisées par la Société wallonne dans les six mois qui suivent sa désignation.

Le programme de formation est relatif aux matières nécessaires à l'exercice de la mission du commissaire. Ces matières visent notamment :

- a) la description des acteurs de la politique du logement en Région wallonne et leur rôle;
- b) la mission et le rôle du commissaire;
- c) le régime locatif applicable aux logements et immeubles détenus ou gérés par les sociétés;
- d) les missions et le fonctionnement des organes statutaires des sociétés;
- e) la législation sociale;
- f) la législation sur les marchés publics applicables aux sociétés;
- g) les règles budgétaires, comptables et fiscales applicables aux sociétés;
- h) la description des outils informatiques intranet et extranet de la Société wallonne.

Les séances de formation visent à la fois les dispositifs légaux, décrets, réglementaires et pris en application du Code et les aspects théoriques et pratiques des matières enseignées.

§ 2. Outre les séances de formation visées au § 1<sup>er</sup> du présent article, la Société wallonne est chargée d'organiser, annuellement, des séances de formation garantissant la formation continue des commissaires.

§ 3. Le programme de formation est accompagné d'une documentation dont la mise à jour est assurée par la Société wallonne. La documentation peut être diffusée sur support électronique.

§ 4. Le Ministre arrête le programme de formation sur la proposition de la Société wallonne.

**Art. 7.** Les commissaires perçoivent une rémunération liée à l'échelle A5 ainsi que les augmentations qui y sont liées.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Trimestriellement, la Société wallonne fait rapport au Gouvernement sur l'exercice de la mission des commissaires, sur la base des rapports mensuels visés au § 2 du présent article.

§ 2. Mensuellement, le commissaire établit et transmet à la Société wallonne un rapport d'activités, selon les modalités déterminées par celle-ci.

Il fait notamment état dans son rapport :

— de toute décision ou de tout acte des organes de gestion ou de contrôle qui peut avoir une incidence significative sur la mise en œuvre de la mission de service public de la société, sur le budget ou sur le contrat d'objectifs;

— des manquements commis par un administrateur notamment au regard des obligations qui lui incombent en vertu du Code, des statuts de la société et du Code d'éthique et de déontologie, établi par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006 établissant le Code d'éthique et de déontologie;

— du suivi de la situation du budget et de la trésorerie, du suivi du contrat d'objectifs, du suivi du programme de gestion du directeur gérant et du suivi du programme d'investissements de la société.

**Art. 9.** La Société wallonne procède, annuellement, à l'évaluation de la mission du commissaire, selon le modèle de rapport repris en annexe du présent arrêté.

Elle entend le commissaire préalablement à la rédaction du rapport d'évaluation.

La Société wallonne transmet une copie du rapport d'évaluation au commissaire et au Ministre.

**Art. 10.** Le commissaire qui a rempli ses fonctions auprès d'une société ne peut y exercer un mandat ou y occuper un emploi dans un délai de deux ans prenant cours à la fin du mandat de commissaire.

**Art. 11.** Les missions des commissaires désignés par le Gouvernement en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 portant la désignation de commissaires de la Société wallonne du logement au sein des sociétés de logement de service public prennent fin de plein droit le jour de la désignation des commissaires en application du présent arrêté.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant exécution de l'article 166 du Code wallon du Logement et la charte du commissaire de la Société wallonne du Logement auprès d'une société de logement de service public approuvée par la décision du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001, sont abrogées à la même date.

**Art. 12.** Les articles 166 à 169 du Code entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

#### ANNEXE

Modèle de rapport annuel d'évaluation du commissaire de la Société wallonne du Logement  
Rapport d'évaluation relatif à l'année .....

A. Identification.

Nom :	
Prénom :	
Sociétés auprès desquelles le commissaire est affecté :	

B. Présence aux conseils d'administration, aux autres organes de gestion et aux assemblées générales.

—  
—  
—  
—  
—

C. Recours (relevé des recours pris par le commissaire).

D. Objectifs fixés et résultats atteints.

Enoncé des objectifs	Résultats atteints ?

E. Appréciation.

A) Appréciation des performances :

**1. Qualité du travail** (qualité et degré d'achèvement du travail - sans considérer le rendement quantitatif, degré de soin, d'exactitude et de précision).

**2. Quantité du travail** (masse effectuée dans un laps de temps déterminé sans considérer la qualité du travail - capacité pour l'intéressé(e) d'effectuer la totalité des tâches de sa fonction).

**3. Polyvalence** (capacité d'effectuer des travaux différents et d'occuper d'autres positions que celles qui sont confiées à l'agent).

**4. Disponibilité** (réaction de l'intéressé(e) aux contraintes qui résultent des circonstances particulières ou d'un changement dans l'environnement de travail).

**5. Créativité, initiative** (capacité de l'agent à imaginer et à promouvoir des idées nouvelles comme aptitude à réagir face à des événements imprévus).

**6. Esprit d'équipe et sociabilité** (capacité de l'intéressé(e) à travailler en groupe en vue de réaliser un objectif commun et de contribuer au maintien d'un environnement agréable).

**7. Sens de la solidarité** (capacité à aider ses collègues).

B) Appréciation des aptitudes :

**1. Insertion professionnelle** (connaissance du milieu, de la S.W.L., des objectifs du service).

**2. Apprentissage du métier** (maîtrise des règlements et des techniques du métier, connaissance du contexte, contacts).

**3. Adéquation à la fonction.**

**4. Aptitude à évoluer.**

F. Attribution de l'évaluation.

Evaluation attribuée : Favorable - Réservée - Défavorable

Date :

Signature :

Identité de l'évaluateur :

- Nom :
- Rang :
- Grade :

Visa de l'agent	Accord :
	Désaccord :

Visa DRH :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 relatif aux conditions d'aptitude, d'engagement, de formation et d'exercice de la fonction de commissaire auprès d'une société de logement de service public.

Namur, le 12 juillet 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3635

[2007/202572]

**12. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Eignungs-, Anstellungs-, Ausbildungs- und Ausübungsbedingungen betreffend das Amt des Kommissars bei einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 166 bis 169, in ihrer durch das Dekret vom 23. November 2006 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 zur Festlegung der auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und des Kollegiums der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, insbesondere Artikel 2 § 1 4°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 19. März 2007 abgegebenen Vorschlags der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

Aufgrund des am 26. März 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. März 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 27. April 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 479 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 18. Juni 2007 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.165/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die "Société wallonne du Logement" durch die Verabschiedung des Dekrets vom 23. November 2006 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches hinsichtlich ihrer Aufgaben der Beihilfe, Betreuung und Kontrolle der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verstärkt worden ist, indem das Amt des Kommissars der "Société wallonne du Logement" bei den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes geschaffen wurde;

In der Erwägung, dass das Amt des Kommissars besondere Kenntnisse in den Fächern Rechtswissenschaft, Geschäftsprüfung, Audit, Buchhaltung und Finanzen oder Immobilienverwaltung erfordert;

In der Erwägung, dass das spezifische für das Amt des Kommissars erforderliche Profil nicht in der Liste der Berufe gemäß der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes aufgenommen ist;

In der Erwägung, dass die Aufgabe des Kommissars, wie in der Begründung zum Dekret vom 23. November 2006 erläutert, von Personen auszuüben ist, die am Ablauf eines Auswahlverfahrens durch "assessment" angestellt werden;

In der Erwägung, dass Leistungen außerhalb der normalen Büroarbeitszeiten für das Amt des Kommissars nötig sein können;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, Kommissare rasch anzustellen, um die Grundsätze der verantwortungsvollen Führung im Sektor des öffentlichen Wohnungswesens umzusetzen;

Auf Vorschlag des Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung und des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch;

2° Minister: der Minister des Wohnungswesens;

3° "Société wallonne": die "Société wallonne du Logement";

4° Gesellschaften: die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, bei denen der Kommissar benannt wird;

5° Kommissar: der Kommissar nach Art. 166 des Gesetzbuches.

**Art. 2** - Sofern der vorliegende Erlass nicht davon abweicht, ist der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder auf die Kommissare anwendbar.

**Art. 3** - Die Person, die sich um das Amt des Kommissars bewirbt, muss folgenden Bedingungen genügen:

— Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu einem Posten als Beamter der Wallonischen Region in der Dienststufe 1 erlaubt, oder einen Posten der Dienststufe 1 als Beamter oder Bediensteter mit einem auf unbestimmte Zeit abgeschlossenen Arbeitsvertrag im Staat, in der Wallonischen Region, in der französischen oder deutschsprachigen Gemeinschaft, in den Dienststellen der Regierungen oder einer der von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Dienstes, oder einer lokalen Behörde innehaben, und

— Fähigkeiten und mindestens eine dreijährige Erfahrung in einem oder mehreren der folgenden Gebiete aufweisen:

\* Rechtswissenschaft;

\* Geschäftsprüfung;

\* Audit;

\* Buchhaltung und Finanzen;

\* Immobilienverwaltung.

**Art. 4 - § 1** - In Abweichung von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder erlässt die "Société wallonne" einen Aufruf an die Öffentlichkeit zur Einreichung von Bewerbungen, der eine Funktionsbeschreibung und ein Kompetenzprofil umfasst.

Es können Forderungen hinsichtlich sprachlicher Kenntnisse gestellt werden.

§ 2 - Die Bewerber werden von einem externen, von der "Société wallonne" ausgesuchten Sachverständigen bewertet. Diese Bewertung umfasst:

- ein tiefgehendes Gespräch;
- eine Fähigkeitsprüfung;
- einen Persönlichkeitsfragebogen.

Die auf der Grundlage dieser Bewertung berücksichtigten Kandidaten werden anschließend vom externen Sachverständigen einer Beispielsituation unterworfen.

§ 3 - Eine Jury, bestehend aus einem Vertreter des externen Sachverständigen, der die Kandidaten bewertet hat, einem vom Minister des Wohnungswesens bestimmten Sachverständigen im Bereich der Überwachung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, drei Verwaltungsratsmitgliedern der "Société wallonne", die von dieser selbst bestimmt werden, und dem Generaldirektor der "Société wallonne", führt eine Auswahl unter den Kandidaten durch, die die in § 2 erwähnte Prüfung bestanden haben.

§ 4 - Die "Société wallonne" schlägt der Regierung eine Liste von Kandidaten vor.

**Art. 5** - Neben den Unvereinbarkeiten, die in Artikel 166 § 4 des Gesetzbuches erwähnt sind, ist das Amt des Kommissars unvereinbar mit dem Amt eines Mitglieds der Föderalregierung, einer Regional- oder Gemeinschaftsregierung, eines ministeriellen Kabinetts, einer strategischen Instanz oder einer politischen Fraktion innerhalb eines Parlaments sowie mit dem Amt eines externen oder regelmäßigen Beraters der Gesellschaft.

**Art. 6 - § 1** - Der Kommissar ist verpflichtet, an den Sitzungen des von der "Société wallonne" binnen sechs Monaten nach seiner Bestimmung organisierten Ausbildungsprogramms teilzunehmen.

Das Ausbildungsprogramm betrifft die Bereiche, die zur Ausübung der Aufgabe des Kommissars notwendig sind. Dabei handelt es sich insbesondere um:

- a) die Beschreibung der Akteure der Politik in Sachen Wohnungswesen in der Wallonischen Region und ihrer Rolle;
- b) die Aufgabe und die Rolle des Kommissars;
- c) die Mietordnung, die auf die Wohnungen und Immobilien anwendbar ist, die im Besitz von Gesellschaften sind oder von ihnen verwaltet werden;
- d) die Aufgaben und die Arbeitsweise der statutarischen Organe der Gesellschaften;
- e) die sozialen Rechtsvorschriften;
- f) die auf die Gesellschaften anwendbare Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge;
- g) die auf die Gesellschaften anwendbaren Regeln in Sachen Haushalt, Buchhaltung und Steuerwesen;
- h) die Beschreibung der EDV-Arbeitsmittel (intranet und extranet) der "Société wallonne".

Die Ausbildungssitzungen betreffen sowohl die gesetzlichen, dekretalen, verordnungsmäßigen und in Anwendung des Gesetzbuches verabschiedeten Bestimmungen als auch die theoretischen und praktischen Aspekte der gelehnten Stoffe.

§ 2 - Neben den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Ausbildungssitzungen ist die "Société wallonne" damit beauftragt, jährliche Fortbildungslehrgänge für die Kommissare zu organisieren.

§ 3 - Das Ausbildungsprogramm wird von einer Dokumentation begleitet, die von der "Société wallonne" ständig aktualisiert wird. Die Dokumentation kann mittels eines elektronischen Trägers verbreitet werden.

§ 4 - Der Minister erlässt das Ausbildungsprogramm auf Vorschlag der "Société wallonne".

**Art. 7** - Die Kommissare beziehen eine an die Gehaltsstufe A5 gebundene Entlohnung zuzüglich der damit verbundenen Erhöhungen.

**Art. 8 - § 1** - Die "Société wallonne" erstattet der Regierung quartalsweise Bericht über die Ausübung des Auftrags der Kommissare, auf der Grundlage der in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnten monatlichen Berichte.

§ 2 - Nach von der "Société wallonne" bestimmten Modalitäten erstellt der Kommissar jeden Monat einen Tätigkeitsbericht, den er der "Société wallonne" übermittelt.

In seinem Bericht gibt er insbesondere Folgendes an:

— jeden Beschluss oder Akt der Führungs- oder Kontrollorgane, der eine bedeutende Auswirkung auf die Durchführung der Aufgabe öffentlichen Dienstes der Gesellschaft, den Haushalt oder den Zielsetzungsvertrag haben kann;

— die Verstöße eines Verwaltungsratsmitglieds gegen die Verpflichtungen, die es kraft des Gesetzbuches einzuhalten hat, gegen die Satzungen der Gesellschaft, oder gegen den Ethik- und Deontologiekodex, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. September 2006 zur Festlegung des in Artikel 148bis des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Ethik- und Deontologiekodex innerhalb der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes eingeführt worden ist;

— die aktuellen Daten über die Lage des Haushaltsplans und die Kassenlage, die Durchführung des Zielsetzungsvertrags, des Geschäftsführungsvertrags des geschäftsführenden Direktors und des Investitionsprogramms der Gesellschaft.

**Art. 9** - Die "Société wallonne" nimmt jährlich eine Bewertung des Auftrags des Kommissars vor, gemäß dem in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgenommenen Musterbericht.

Vor der Verfassung des Bewertungsberichts hört sie den Kommissar an.

Die "Société wallonne" übermittelt eine Kopie des Bewertungsberichts dem Kommissar und dem Minister.

**Art. 10** - Der Kommissar, der bei einer Gesellschaft sein Amt als Kommissar ausgeübt hat, darf während einer Frist von zwei Jahren ab dem Ende seines Mandats als Kommissar in dieser Gesellschaft kein Mandat ausüben und keine Stelle besetzen.

**Art. 11** - Die Aufträge der von der Regierung in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Bezeichnung von Kommissaren der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) innerhalb der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes bestimmten Kommissare laufen von Rechts wegen am Tag der Bestimmung von Kommissaren in Anwendung des vorliegenden Erlasses ab.

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Durchführung von Artikel 166 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches und die durch den Beschluss der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2001 gebilligte Charta des Kommissars der "Société wallonne du logement" bei einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes werden am selben Datum außer Kraft gesetzt.

**Art. 12** - Die Artikel 166 bis 169 des Gesetzbuches treten am Tag der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 14** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

\_\_\_\_\_

Anlage

Muster des jährlichen Berichts zur Bewertung des Kommissars der "Société wallonne du Logement"

Bewertungsbericht betreffend das Jahr .....

A. Identifizierung.

Name:	
Vorname:	
Gesellschaften, bei denen der Kommissar seinen Auftrag ausübt:	

B. Anwesenheit bei den Sitzungen des Verwaltungsrats und der anderen Verwaltungsorgane sowie bei den Generalversammlungen.

—  
—  
—  
—  
—

C. Einsprüche (Auflistung der vom Kommissar eingereichten Einsprüche).

D. Gesteckte Ziele und erreichte Ergebnisse.

Gesteckte Ziele	Erreichte Ergebnisse?

E. Beurteilung.

A) Bewertung der Leistungen:

**1. Qualität der Arbeit** (Qualität - Stand der Vollendung der Arbeit - ohne Berücksichtigung der quantitativen Leistungsfähigkeit), Sorgfältigkeit, Richtigkeit und Genauigkeit.

**2. Quantität der Arbeit** (in einer bestimmten Zeit ausgeführte Arbeitsmasse ohne Berücksichtigung der Qualität - in welchem Maße ist der/die Betroffene imstande, die Gesamtheit der Aufgaben seines Amtes wahrzunehmen?).

**3. Vielseitigkeit** (Fähigkeit, unterschiedliche Arbeiten wahrzunehmen, und andere Posten als den ihm anvertrauten Posten zu besetzen).

**4. Verfügbarkeit** (Reaktion des/der Betroffenen auf die Beanspruchungen, die sich aus besonderen Umständen oder einer Änderung im Arbeitsumfeld ergeben).

**5. Kreativität, Initiative** (Fähigkeit des Bediensteten, neue Ideen zu entwerfen und zu fördern, im Sinne der Fähigkeit, auf unvorhergesehene Ereignisse zu reagieren).

**6. Teamgeist und Umgänglichkeit** (Fähigkeit des/der Betroffenen, in einem Team zu arbeiten, um ein gemeinsames Ziel zu erreichen, und zur Wahrung eines angenehmen Arbeitsumfelds beizutragen).

**7. Sinn für Solidarität** (Fähigkeit, seinen Kollegen zu helfen).

B) Bewertung der Fähigkeiten:

**1. Berufliche Integration** (Kenntnis des Umfelds, der S.W.L., der Zielsetzungen des Dienstes).

**2. Fachausbildung** (Beherrschung der im Beruf üblichen Regelungen und Techniken, Kenntnis des Kontexts, Kontakte).

**3. Eignung für das Amt.**

**4. Entwicklungsvermögen.**

F. Erteilte Bewertung.

Erteilte Bewertung: günstig - vorbehaltlich - ungünstig

Datum:

Unterschrift:

Identität der für die Bewertung verantwortlichen Person:

- Name:
- Dienstrang:
- Dienstgrad:

Sichtvermerk des Bediensteten	Einverstanden:
	Nicht einverstanden:

Sichtvermerk der Direktion der menschlichen Ressourcen:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007 über die Eignungs-, Anwerbungs-, Ausbildungs- und Ausübungsbedingungen betreffend das Amt des Kommissars bei einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3635

[2007/202572]

**12 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de bekwaamheids-, indienstnemings- en opleidingsvoorwaarden voor de uitoefening van de functie van commissaris bij een openbare huisvestingsmaatschappij**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingesteld bij het decreet van 29 oktober 1998, inzonderheid op de artikelen 166 tot 169, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 2, § 1, 4°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de voordracht van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 19 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op het protocol nr. 479 van het Sectorcomité XVI, opgemaakt op 27 april 2007;

Gelet op het advies nr. 43.165/4 van de Raad van State, gegeven op 18 juni, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de "Société wallonne du Logement" na de aanneming van het decreet van 23 november 2006 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode versterkt werd in haar opdrachten inzake bijstandverlening aan, begeleiding van en controle op de openbare huisvestingsmaatschappijen daar een functie van commissaris van de "Société wallonne du Logement" bij de openbare huisvestingsmaatschappijen werd ingesteld;

Overwegende dat specifieke kennis inzake recht, beheerscontrole, auditing, boekhouding en financiën of vastgoedbeheer nodig zijn om de functie van commissaris uit te oefenen;

Overwegende dat het specifieke profiel voor de functie van commissaris niet voorkomt op de lijst van de beroepen die opgenomen zijn in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Overwegende dat de opdracht van commissaris uitgeoefend zal worden door personen die in dienst genomen worden na een selectieprocedure door "assessment";

Overwegende dat de functie van commissaris dienstverstrekingen buiten de normale kantooruren kan vereisen;

Overwegende dat spoedig commissarissen in dienst genomen moeten worden ten einde de beginselen van goed bestuur van de openbare huisvestingssector uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° Code : de Waalse Huisvestingscode;

2° Minister : de Minister van Huisvesting,

3° "Société wallonne" : de "Société wallonne du Logement";

4° Maatschappijen : de openbare huisvestingsmaatschappijen waarvoor een commissaris aangewezen wordt;

5° commissaris : de commissaris bedoeld in artikel 166 van de Code.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden is van toepassing op de commissarissen voor zover daarvan niet afgeweken wordt bij dit besluit.

**Art. 3.** Kandidaten voor de functie van commissaris voldoen aan de volgende voorwaarden :

— houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot een ambt van niveau 1 bij het Waalse Gewest of krachtens een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur een functie van niveau 1 bekleden als ambtenaar of personeelslid bij de Staat, het Waalse Gewest, de Franse of Duitstalige Gemeenschap, de diensten van de Regeringen of één van de overheidsinstellingen die ervan afhangen of bij een plaatselijke overheid;

— het bewijs leveren van bekwaamheden en van minimum drie jaar ervaring in één of meer van de volgende domeinen :

\* rechtsaangelegenheden;

\* beheerscontrole;

\* auditing;

\* boekhouding en financiën;

\* vastgoedbeheer.

**Art. 4.** § 1. In afwijking van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, doet de "Société wallonne" een openbare kandidatenoproep waarin een functieomschrijving en een bekwaamheidsprofiel vervat zijn.

Er kan in taalvereisten voorzien worden.

§ 2. De kandidaten worden door een door de "Société wallonne" gekozen externe deskundige beoordeeld op grond van :

- een diepgaand gesprek;
- een bekwaamheidsproef;
- een persoonlijkheidsvragenlijst.

De op basis van deze beoordeling geselecteerde kandidaten worden vervolgens door de externe deskundige aan praktische tests onderworpen.

§ 3. Een jury, samengesteld uit een vertegenwoordiger van de externe deskundige die de kandidaten beoordeeld heeft, een door de Minister van Huisvesting aangewezen deskundige inzake de opvolging van de openbare huisvestingsmaatschappijen, drie bestuurders van de "Société wallonne" die door haar aangewezen worden en de directeur-generaal van de "Société wallonne", voert een selectie uit onder de kandidaten die voldaan hebben aan de proef bedoeld in § 2.

§ 4. De "Société wallonne" legt een kandidatenlijst over aan de Regering.

**Art. 5.** Behalve de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 166, § 4, van de Code, is de functie van commissaris onverenigbaar met die van lid van een federale, gewest- of gemeenschapsregering, van een ministerieel kabinet, een strategisch orgaan of een politieke fractie bij een parlement, alsook met de functie van externe adviseur of van regelmatige adviseur van de maatschappij.

**Art. 6.** § 1. De commissaris is verplicht de sessies van het opleidingsprogramma bij te wonen die binnen zes maanden na zijn aanwijzing door de "Société wallonne" georganiseerd worden.

Het opleidingsprogramma heeft betrekking op de materies die nodig zijn voor de uitoefening van de opdracht van commissaris. Deze materies betreffen o.a. :

- a) de omschrijving van de actoren van het huisvestingsbeleid in het Waalse Gewest en hun rol;
- b) de opdracht en de rol van de commissaris;
- c) het huurstelsel dat van toepassing is op de woningen en gebouwen in handen van of beheerd door de maatschappijen;
- d) de opdrachten en de werking van de statutaire organen van de maatschappijen;
- e) de sociale wetgeving;
- f) de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten die op de vennootschappen van toepassing zijn;
- g) de begrotings-, boekhoud- en belastingregels die op de vennootschappen van toepassing zijn;
- h) de omschrijving van de computerhulpmiddelen internet en extranet van de "Société wallonne".

De opleidingssessies beogen tegelijkertijd de wettelijke, decretale en reglementaire beschikkingen die overeenkomstig de Code worden genomen, en de theoretische en praktische aspecten van de onderwezen aangelegenheden.

§ 2. Behalve de opleidingssessies bedoeld in § 1 van dit artikel, wordt de "Société wallonne" ermee belast jaarlijks opleidingssessies te organiseren met het oog op de voortgezette opleiding van de commissarissen.

§ 3. Het opleidingsprogramma gaat vergezeld van een documentatie die bijgehouden wordt door de "Société wallonne". De documentatie kan elektronisch verspreid worden.

§ 4. De Minister stelt het programma van de opleiding vast op voorstel van de "Société wallonne".

**Art. 7.** De commissarissen ontvangen een bezoldiging die gekoppeld is aan de schaal A5, alsook de verhogingen die ermee gepaard gaan.

**Art. 8.** § 1. Op basis van de maandverslagen bedoeld in § 2 van dit artikel brengt de "Société wallonne" elk kwartaal verslag uit aan de Regering over de uitoefening van de opdracht van de commissarissen.

§ 2. De commissaris maakt maandelijks een activiteitenverslag op dat hij aan de "Société wallonne" overmaakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

In zijn verslag geeft hij kennis van o.a. :

- elke beslissing of handeling van de beheers- of controleorganen die een noemenswaardige weerslag kan hebben op de tenuitvoerlegging van de openbare opdracht van de maatschappij, op de begroting of op het doelstellingencontract;

— de nalatigheden van een bestuurder, o.a. ten opzichte van de verplichtingen die hem opgelegd worden krachtens de Code, de statuten van de maatschappij en de ethische en deontologische code, ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006 tot vaststelling van de ethische en deontologische code;

— de opvolging van de stand van de begroting en van de schatkist, de opvolging van het doelstellingencontract, de opvolging van het beheersprogramma van de verantwoordelijke directeur en de opvolging van het investeringsprogramma van de maatschappij.

**Art. 9.** De "Société wallonne" beoordeelt jaarlijks de opdracht van de commissaris d.m.v. een verslag waarvan het model als bijlage bij dit besluit gaat.

Ze hoort de commissaris alvorens het beoordelingsverslag op te maken.

De "Société wallonne" maakt een afschrift van het beoordelingsverslag over aan de commissaris en aan de Minister.

**Art. 10.** De commissaris die zijn functies bij een maatschappij vervuld heeft, mag er geen mandaat uitoefenen of een ambt bekleden binnen twee jaar na afloop van het mandaat van commissaris.

**Art. 11.** De opdrachten van de commissarissen die door de Regering zijn aangewezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 september 2002 tot aanwijzing van de commissarissen van de "Société wallonne du Logement" binnen de openbare huisvestingsmaatschappijen eindigen van rechtswege de dag waarop de commissarissen overeenkomstig dit besluit aangewezen worden.

Het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 tot uitvoering van artikel 166 van de Waalse Huisvestingscode en het bij beslissing van de Waalse Regering van 13 december 2001 goedgekeurde handvest van de commissaris van de "Société wallonne du Logement" bij een openbare huisvestingsmaatschappij worden op dezelfde datum opgeheven.

**Art. 12.** De artikelen 166 tot 169 van de Code treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 14.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Bijlage

Model van jaarverslag over de beoordeling van de commissaris van de "Société wallonne du Logement"  
Beoordelingsverslag betreffende het jaar .....

A. Identificatie.

Naam :	
Voornaam :	
Maatschappijen waar de commissaris aangesteld is :	

B. Aanwezigheid op de raden van bestuur, de overige beheersorganen en de Algemene vergaderingen.

—  
—  
—  
—  
—

C. Beroepen (lijst van de beroepen ingesteld door de commissaris).

D. Doelstellingen en behaalde resultaten.

Doelstellingen	Behaalde resultaten ?

E. Beoordeling.

A) Beoordeling van de prestaties :

**1. Kwaliteit van het werk** (kwaliteit en graad van voltooiing van het werk - zonder rekening te houden met het kwantitatieve rendement), graad van zorgvuldigheid, nauwkeurigheid en precisie.

**2. Hoeveelheid werk** (volume verricht binnen een bepaald tijdsverloop zonder rekening te houden met de kwaliteit van het werk - vermogen van betrokkene om het geheel van de taken van zijn (haar) functie uit te voeren).

**3. Inzetbaarheid** (vermogen om verschillende werken uit te voeren en om andere posities in te nemen dan die welke worden toegewezen).

**4. Beschikbaarheid** (reactie van betrokkene op verplichtingen die voortvloeien uit bijzondere omstandigheden of uit een verandering in de werkomgeving).

**5. Creativiteit, initiatief** (vermogen om nieuwe ideeën te bedenken en te bevorderen en aanleg om in te spelen op onverwachte gebeurtenissen).

**6. Teamgeest en sociabiliteit** (vermogen om in groep te werken met het oog op het halen van een gemeenschappelijke doelstelling en om bij te dragen tot de handhaving van een aangename omgeving).

**7. Zin voor solidariteit** (vermogen om collega's te helpen).

B) Beoordeling van de bekwaamheden :

**1. Beroepsintegratie** (kennis van het milieu, van de "S.W.L." , de doelstellingen van de dienst).

**2. Aanleren van het beroep** (beheersing van de reglementen en de technieken van het beroep, kennis van de context, contacten).

**3. Aanpassing aan de functie.**

**4. Bekwaamheid om te evolueren.**

E. Toekenning van de beoordeling.

Toegekende beoordeling : Gunstig - Gereserveerd - Ongunstig

Datum :

Handtekening

Identiteit van de beoordeler :

- Naam :
- Rang :
- Graad :

Visum van het personeelslid	Akkoord :
	Niet akkoord :

Visum DRH :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 betreffende de bekwaamheids-, indienstnemings- en opleidingsvoorwaarden voor de uitoefening van de functie van commissaris bij een openbare huisvestingsmaatschappij.

Namen, 12 juli 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD